

S Van Wympele

BRUSSELSE HOGE RAAD
VOOR NATUURBEHOUD



CONSEIL SUPERIEUR BRUXELLOIS
DE LA CONSERVATION DE LA NATURE

B.H.R.N.

Secretariaat : Havenlaan, 86C - 1000 Brussel
B.I.M. Tel : 02/ 776 79 01 - Fax : 02/ 776 78 04

C.S.B.N.

Secrétariat : avenue du Port, 86C - 1000 Bruxelles
I.B.G.E. Tél : 02/ 776 79 01 - Fax : 02/ 776 78 04

REGION DE BRUXELLES CAPITALE CABINET DE LA MINISTRE
Numéro :
10 -03- 2017
Pour suivi :
Pour Acc. Rec :
Pour info :

Madame C. Fremault
Ministre de l'Environnement
Rue Capitaine Crespel, 35
1050 Bruxelles

Bruxelles, le 08 mars 2017

Réf. : CSBN/gro/avis programme pesticides 2018-2022

Objet: avis concernant le projet de Programme de Réduction des Pesticides 2018-2022
(RBC)

Madame la Ministre,

Réuni en séance plénière le 28 février 2017, le Conseil supérieur s'est penché sur la demande d'avis reprise en objet.

Le Conseil supérieur soutient la Ministre dans son effort de réduction des pesticides et la remercie d'avoir placé la Région bruxelloise en avance sur les 2 autres régions en matière d'interdiction du glyphosate et des néonicotinoïdes. Le Conseil supérieur accueille donc favorablement ce projet de Programme régional de réduction des pesticides ambitieux, qui vise à la fois les utilisations professionnelles et les utilisations par les amateurs.

Le Conseil supérieur prend acte des liens étroits entre le Programme soumis pour avis et le Plan régional nature adopté par la Gouvernement en avril 2016, ainsi qu'avec la Stratégie Good Food pour ce qui concerne l'agriculture. Cette vision intégrée est effectivement nécessaire.

Moyens humains

Le Conseil supérieur attire toutefois l'attention de la Ministre sur le fait que les moyens humains risquent de ne pas être à la hauteur des tâches demandées et des ambitions affichées par les différents textes législatifs, plans et programmes régionaux. Il s'inquiète particulièrement des économies de personnel réalisées par la fusion du « Pôle de gestion différenciée » et du « Facilitateur Nature » prévu par le Plan nature, qui, quoique pertinente sur le fond, risque de mettre à mal la mise en œuvre tant du Programme de réduction des pesticides que du Plan nature.

Procédure de dérogation

Sur ces interactions entre Nature et Pesticides, le Conseil supérieur approuve la proposition d'instaurer une procédure de dérogation à l'Ordonnance pesticides (20 juin 2013) plus cohérente, mieux encadrée par l'administration et compatible avec les dérogations à l'Ordonnance relative à la conservation de la nature (1^{er} mars 2012). Dans ce contexte, le Conseil supérieur souligne l'importance fondamentale de conserver les acquis concernant

l'utilisation de pesticides, c'est-à-dire une utilisation des pesticides uniquement en dernier recours, sur un nombre limité et bien déterminé d'espèces, et pour des raisons de sécurité, de santé publique, de conservation de la nature et de conservation du patrimoine végétal.

Le Conseil supérieur demande que des dérogations soient rapidement applicables pour l'utilisation de pesticides, en dernier recours, dans les zones de sports et dans les zones gérées par Infrabel.

Autres produits biocides

Le Conseil supérieur constate également la nécessité, à terme, d'aboutir à un cadre réglementaire cohérent pour les utilisations de produits biocides, non couvertes par l'Ordonnance pesticides actuelle, mais partiellement couvertes par l'Ordonnance relative à la conservation de la nature. Il demande donc que ces produits soient, dans la mesure du possible, intégrés dans l'Ordonnance pesticides.

Données chiffrées

Le Conseil supérieur déplore également le manque de données et d'indicateurs sur l'utilisation des pesticides et biocides en Région de Bruxelles-Capitale, ne permettant pas de se prononcer sur les résultats tangibles des précédents textes législatifs en matière de réduction des pesticides, et approuve donc la nécessité de créer un « Observatoire régional des pesticides » comme le propose le projet.

Vente au particulier

Le Conseil supérieur demande une grande vigilance concernant la vente des pesticides, en particulier à destination des jardiniers amateurs. Dans ce cadre, le Conseil supérieur demande au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de prendre toutes les mesures nécessaires pour parvenir à un réel encadrement de la distribution, comme le prévoit l'article 20 de l'Ordonnance pesticides, par exemple par l'interdiction de vente libre en rayon des jardinerie et a fortiori de la grande distribution.

À ce propos, le Conseil supérieur rappelle l'avis du Conseil d'État sur le projet de l'Ordonnance pesticides stipulant que *« la compétence fédérale en matière d'établissement de normes de produits ne couvre pas non plus, selon la portée qu'il convient de donner à cette notion en application de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, toutes règles applicables à ou lors de la mise sur le marché de produits, mais uniquement celles d'entre elles qui ont spécifiquement pour objet de déterminer les conditions auxquelles un produit doit satisfaire. »* (avis 52.679/VR/3 p. 45).

Le Conseil supérieur tient également à rappeler que, dans l'élaboration des réglementations et politiques environnementales, *« il incombe alors à l'autorité fédérale de respecter toutes les dispositions prises par les Régions dans le cadre de leurs compétences en matière d'environnement »* (op. cit., p. 43, note 37) et que *« la compétence environnementale des Régions s'étend en effet à la santé publique quand cela vise l'environnement de l'homme »* (ibidem).

Compétences régionales et fédérales

D'autre part, en raison de l'articulation très étroite des compétences régionales et fédérales en matière de pesticides, le Conseil supérieur a également pris connaissance des actions proposées dans le Plan d'action national (NAPAN) dans lequel on retrouve la synthèse du Programme régional soumis pour avis.

Dans ce cadre, le Conseil supérieur propose à la Ministre d'interpeler ses homologues régionaux et fédéraux sur les éléments discutés ci-dessous, et d'adopter une position ferme, à même de défendre les intérêts des Bruxellois et de leur cadre de vie.

Cette condition est primordiale pour garantir la pertinence des actions entreprises par la Région.

Glyphosate et néonicotinoïdes

Tout d'abord, le Conseil supérieur regrette que la vente des pesticides contenant du glyphosate ou des néonicotinoïdes ne soit pas interdite dans tout le pays, ce qui déforce et met en péril l'effort louable de la Région bruxelloise en matière d'interdiction de ces produits. Par extension, la vente libre des pesticides aux amateurs est manifestement incompatible avec la préservation de la santé et de l'environnement.

Conflit d'intérêt et efficacité du call-center

Concernant la vente des produits aux amateurs, le Conseil supérieur s'inquiète en outre de conflits d'intérêts possibles pour la tenue du call-center téléphonique géré, selon les informations disponibles, par Phytofar (association de l'industrie des pesticides) et Comeos (porte-parole du commerce et des services). Le Conseil supérieur tient également à signaler le très faible respect des obligations d'affichage en magasin et s'interroge donc sur l'efficacité d'un call-center dont le numéro reste très peu communiqué.

Données statistiques régionales

Le Conseil supérieur regrette par ailleurs que les statistiques de vente des produits soient fournies au niveau national, sans données spécifiques pour la Région bruxelloise, et que les chiffres concernant un grand nombre de substances actives restent d'ailleurs confidentiels.

Efficacité des mesures prises

Le Conseil supérieur s'étonne qu'aucune diminution sensible des ventes nationales de pesticides n'ait été constatée sur la période du premier plan d'action. Au contraire, on constate que les quantités de pesticides vendues sont en augmentation sur cette période.

Participation du public

Le Conseil supérieur s'interroge de manière plus générale sur la pertinence d'un recours à une enquête publique et à la participation du public dans l'élaboration des réglementations encadrant l'utilisation de substances auxquelles la population et l'environnement sont particulièrement exposés et vulnérables, ainsi que dans la procédure même d'autorisation de ces produits.

Le Conseil supérieur constate que la représentation de la population et des intérêts environnementaux au sein du Conseil d'avis du NAPAN est limitée et se fait essentiellement par l'intermédiaire d'associations qui ne disposent pas de moyens structurels pour analyser en profondeur les dossiers soumis pour avis, au contraire des autres stakeholders représentés à ce conseil d'avis, en particulier des producteurs et distributeurs de pesticides et biocides.

Le Conseil supérieur souhaite également faire remarquer la faible lisibilité et praticabilité du document NAPAN soumis à la consultation publique nationale, contraire à la philosophie de la convention d'Aarhus. Le Conseil supérieur remercie donc la Région bruxelloise d'avoir mis à disposition une version étoffée et détaillée du volet bruxellois.

Considérant les éléments précédents, le Conseil supérieur s'interroge en conséquence sur la réelle volonté des autorités à impliquer la population dans la prise de décision dans le cadre de ce Plan d'action national.

Transparence

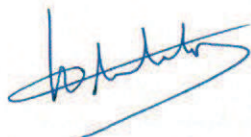
Dans une perspective de bonne gouvernance et d'accès à l'information, le Conseil supérieur propose à la Ministre d'interpeler ses homologues en vue d'une totale transparence des instances officielles impliquées dans ces matières, et en particulier du Comité d'agrément des pesticides, de la NAPAN Task Force et du Comité d'avis sur les produits des biocides.

Le Conseil supérieur souhaite en particulier la publication des ordres du jour, procès-verbaux et décisions adoptées par ces instances ainsi que des éléments essentiels sur lesquels ces décisions sont basées. Le Conseil supérieur estime que le secret industriel ne peut justifier l'opacité de ces groupes de travail au vu des conséquences potentielles de l'utilisation des

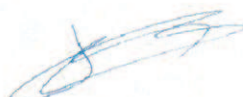
pesticides tant sur la biodiversité que sur la santé de la population, opacité contraire au principe de la Directive 2003/4/CE concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement. Ce principe a d'ailleurs été rappelé par la Cour de Justice Européenne dans un arrêt du 23 novembre 2016, dans le contexte de l'autorisation de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques¹.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Pour le CSBN,



Harry Mardulyn
Président



Bart Hanssens
Vice-président

¹ « Ainsi, relèvent également de ladite notion les informations sur les émissions prévisibles du produit phytopharmaceutique ou de la substance active en cause dans l'environnement, dans des conditions normales ou réalistes d'utilisation de ce produit ou de cette substance correspondant à celles pour lesquelles l'autorisation de mise sur le marché dudit produit ou de ladite substance est octroyée et prévalant dans la zone où ce produit ou cette substance est destiné à être utilisé (voir, par analogie, arrêt de ce jour, Bayer CropScience et Stichting De Bijenstichting, C-442/14, points 78 et 79).

En effet, si la mise sur le marché d'un produit ou d'une substance ne suffit en général pas pour considérer que ce produit ou cette substance sera nécessairement rejeté dans l'environnement et que les informations le ou la concernant ont trait à des « émissions dans l'environnement », il en va différemment s'agissant d'un produit, tel qu'un produit phytopharmaceutique, et des substances que ce produit contient, qui sont, dans le cadre d'une utilisation normale, destinés à être libérés dans l'environnement en raison de leur fonction même. Dans ce cas, les émissions prévisibles, dans des conditions normales ou réalistes d'utilisation, du produit en cause, ou des substances que ce produit contient, dans l'environnement ne sont pas hypothétiques et relèvent de la notion d'« émissions dans l'environnement » au sens de l'article 6, paragraphe 1, première phrase, du règlement n° 1367/2006 (voir, par analogie, arrêt de ce jour, Bayer CropScience et Stichting De Bijenstichting, C-442/14, points 78 et 79). » (Arrêt de la CJUE du 23 novembre 2016, rendu dans l'affaire C-673/13 P, points 74 et 75).



Avis 2017-03-08/1

AVIS DU CONSEIL DE L'ENVIRONNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE RELATIF AU PROJET D'ARRETE DU GOUVERNEMENT LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE APPROUVANT LE PROGRAMME DE REDUCTION DES PESTICIDES 2018-2022 EN REGION DE BRUXELLES-CAPITALE-IERE LECTURE

Le 8 mars 2017

1. Préambule

Cet arrêté approuve le programme régional de réduction des pesticides pour la période 2018-2022. Le précédent programme était d'application entre 2013 et 2017.

Le présent programme s'inspire des dispositions de la directive 2009/128/CE (notamment les articles 5 et 15 qui doivent être mis en œuvre par les plans nationaux).

La transposition de cette directive en droit belge a requis une articulation des compétences entre le niveau fédéral et régional (et dans une moindre mesure au niveau communautaire).

Les articles 4 et 5 de l'ordonnance du 20 juin 2013 relative à une utilisation des pesticides compatible avec l'environnement en région de Bruxelles-Capitale, sont les fondements de ce Programme régional.

2. Avis

Le Conseil insiste sur l'importance des aspects relatifs à la communication, la sensibilisation et l'information concernant l'usage de méthodes alternatives aux pesticides. En effet, ces méthodes alternatives, si elles sont mal utilisées, pourraient aussi avoir des conséquences négatives d'un point de vue environnemental.

Le Conseil souligne la nécessaire coordination et collaboration entre les trois régions et le niveau fédéral afin que ce programme de réduction des pesticides soit efficace.

Le Conseil insiste sur le fait qu'il faudrait évaluer de manière régulière la législation et les actions mises en œuvre afin d'obtenir des conclusions sur les actions qui produisent des résultats et celles qui sont soldées par un échec.



Avis 2017-03-08/1

Le Conseil souhaite que le projet d'arrêté détermine la manière dont seront contrôlés les particuliers.

Enfin, le Conseil regrette que le programme ne contienne pas d'estimation du budget et des moyens nécessaires pour mettre en œuvre la modification législative.

Taline Afsarian
Attachée
Secrétaire du Conseil

Tanguy du Monceau
Président



AVIS

Projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant le Programme de réduction des pesticides 2018-2022 en Région de Bruxelles-Capitale

13 mars 2017

Demandeur	Ministre Céline Fremault
Demande reçue le	14 février 2017
Demande traitée par	Commission Environnement
Demande traitée	23 février 2017
Avis rendu par l'Assemblée plénière le	13 mars 2017

Préambule

À titre informatif, **le Conseil** rappelle avoir émis plusieurs avis traitant de la problématique des pesticides en Région de Bruxelles-Capitale. à savoir :

- Le 15 septembre 2016, l'avis relatif à l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale interdisant l'utilisation de pesticides contenant du fipronil ou des néonicotinoïdes en Région de Bruxelles-Capitale ([A-2016-063-CES](#))
- Le 16 juin 2016, l'avis relatif à l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale interdisant l'utilisation de pesticides contenant du glyphosate en Région de Bruxelles-Capitale ([A-2016-039-CES](#))
- Le 19 mai 2016, l'avis relatif à l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'organisation de l'examen de base, de la formation initiale et de la formation continue dans le cadre de la phytolice ([A-2016-038-CES](#))
- Le 19 mars 2015, l'avis relatif à l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au stockage et à la manipulation des produits phytopharmaceutiques ainsi qu'à la gestion de leurs déchets par les utilisateurs professionnels ([A-2015-016-CES](#))
- Le 17 janvier 2013, l'avis relatif au projet de programme régional de réduction des pesticides ([A-2013-005-CES](#)) ;
- Le 22 novembre 2012, l'avis relatif à l'avant-projet d'ordonnance relative à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable en Région de Bruxelles-Capitale et transposant la directive 2009/128/CE ([A-2012-061-CES](#)).

Par ailleurs, **le Conseil** note que l'adoption de ce Programme de réduction des pesticides s'inscrit dans le cadre de la Directive européenne 2009/128/CE¹ qui instaure un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable. En effet, l'article 4 de ce texte exige des États membres l'adoption de « *plans d'action nationaux pour fixer leurs objectifs quantitatifs, leurs cibles, leurs mesures et leurs calendriers en vue de réduire les risques et les effets de l'utilisation des pesticides sur la santé humaine et l'environnement et d'encourager l'élaboration et l'introduction de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures et de méthodes ou de techniques de substitution en vue de réduire la dépendance à l'égard de l'utilisation des pesticides* ».

¹Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable. Cette Directive est transposée en Région de Bruxelles-Capitale par l'ordonnance du 20 juin 2013 relative à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable en Région de Bruxelles-Capitale

Avis

1. Considérations générales

1.1 Objectif

Le Conseil prend acte que l'objectif du présent projet de Programme est de « garantir un plus haut niveau de protection des Bruxellois, et notamment des plus vulnérables, en [faisant de la Région de Bruxelles-Capitale] un acteur de premier plan au niveau européen dans l'adoption de pratiques alternatives aux pesticides ». Ceci afin de réduire les risques et les effets sur la santé humaine et sur l'environnement. **Le Conseil** soutient cet objectif.

Par ailleurs, **le Conseil** prend acte que, en raison de son cadre législatif, le projet de Programme vise principalement la réduction des risques et des effets liés aux produits phytopharmaceutiques (PPP). Néanmoins, il note que certaines actions envisagées ciblent également les biocides.

Sensibilisation et information

Constatant que ce projet de Programme prévoit de nombreuses mesures de sensibilisation et d'information, **le Conseil** rappelle qu'il soutient les efforts fournis à cet égard. Il estime qu'il s'agit d'une condition de réussite afin d'atteindre l'objectif de réduction des risques liés au recours aux pesticides.

Le Conseil estime que les mesures d'information/sensibilisation doivent viser tant les PPP que leurs alternatives.

1.2 Évaluation et révision de la législation

Constatant que le présent projet de Programme entend poursuivre, approfondir et/ou compléter les actions entamées lors du premier Programme régional de réduction des pesticides couvrant la période 2013-2017, **le Conseil** rappelle son avis du 17 janvier 2013 relatif au projet de Programme régional de réduction des pesticides (voir préambule).

Par ailleurs, **le Conseil** salue la volonté manifeste d'adapter la législation bruxelloise en matière d'utilisation de pesticides sur base d'une évaluation des dispositions en vigueur et des expériences concrètes de mises en œuvre de la nouvelle réglementation sur le terrain. **Le Conseil** soutient pleinement cette démarche.

Le Conseil demande que la législation en cette matière soit régulièrement réévaluée et que, le cas échéant, la législation soit réadaptée. En outre, il estime qu'il serait opportun de communiquer sur les résultats de ces évaluations.

Enfin, **le Conseil** estime que la Région de Bruxelles-Capitale pourrait remplir son objectif de protection de l'environnement et de la santé humaine en visant une réduction des risques par une lutte intégrée contre les ravageurs, les maladies, les adventices et les plantes invasives.

1.3 Coordination

Interrégionale

Le Conseil salue la poursuite des efforts afin d'améliorer la coopération interrégionale en cette matière. Il insiste pour que ces efforts soient poursuivis et intensifiés, car une grande cohérence au niveau de la Belgique est nécessaire pour mener une politique efficace dans ce domaine. En outre, il souligne que la problématique de la cohérence interrégionale est un élément particulièrement prégnant pour la Région de Bruxelles-Capitale (qui, de par sa réalité géographique, est plus encline à voir des prestataires d'autres Régions agir sur son territoire et a plus d'intérêt à ce que des prestataires bruxellois puissent avoir facilement accès aux marchés flamand et wallon).

Intra-régionale

Le Conseil salue la volonté d'assurer la cohérence des actions envisagées dans le projet de Programme avec d'autres thématiques liées à la problématique des pesticides (développement de la nature, qualité des eaux et des sols, production agricole urbaine durable, espaces verts et espaces publics minéralisés...). À cet égard, il note qu'une attention particulière a été accordée à la compatibilité du projet de Programme avec le Plan Régional Nature 2016-2020.

1.4 Consultation

Le Conseil souligne la plus-value que peut apporter un dialogue avec les acteurs concernés par la thématique de l'utilisation des pesticides. Il existe en effet des acteurs (Phytophar, Vivaqua...) disposant de beaucoup de données statistiques qui pourraient être utiles afin d'analyser la situation bruxelloise.

Par ailleurs, l'existence d'un bon dialogue entre les autorités et les acteurs concernés sera de nature à augmenter l'acceptabilité des mesures à mettre en œuvre. **Le Conseil** ajoute que la notion d'« acteurs concernés » doit être comprise au sens large et qu'il est nécessaire de veiller à ce que les différentes composantes des partenaires sociaux soient impliquées dans ce dialogue.

1.5 Contrôle

Interdiction d'usage/efficacité

Étant donné la réalité institutionnelle, la Région de Bruxelles-Capitale est partiellement compétente en ce qui concerne l'usage des PPP.. Pour sa part, l'autorité fédérale reste compétente en matière d'autorisation à la mise sur le marché de produits sur l'ensemble du territoire de la Belgique. Sans se prononcer sur la question d'une équivalence entre une interdiction d'usage et une interdiction de mise sur le marché, **le Conseil** rappelle qu'il :

- émet de nombreux doutes sur l'efficacité d'une mesure d'interdiction d'usage d'un produit si d'autre part, ce produit reste autorisé à la vente ;
- s'interroge quant aux moyens que la Région bruxelloise compte mettre en œuvre pour s'assurer du respect effectif de cette interdiction, surtout auprès des particuliers
- souhaite une législation cohérente au niveau belge garantissant une politique de normes de produits qui favorise la sécurité juridique et empêche l'apparition de trois segments de marché en Belgique, avec toute la complexité et les difficultés (notamment administratives)

qui en résulteraient pour toutes les parties prenantes.

- souligne que pour mettre en place une stratégie efficace de lutte contre les espèces invasives, il est nécessaire d'avoir des normes de produits homogènes sur l'ensemble du territoire ;
- estime que le contrôle du respect d'une seule interdiction d'usage sera d'autant plus difficile que les autres Régions n'appliquent pas les mêmes dispositions à l'égard d'un produit et/ou qu'un produit reste disponible à la vente (compétence fédérale). Par ailleurs, il a souligné que la mise en place de contrôles efficaces dans ce contexte risque d'avoir un impact budgétaire non négligeable ;
- plaide pour une concertation forte entre l'autorité fédérale et les Régions en cette matière compte tenu de la répartition des compétences au niveau institutionnel entre les normes de produits et leur usage.

Commerce illégal

Le Conseil souligne qu'en cette matière il est particulièrement fondamental de lutter contre les marchés illégaux de PPP (notamment via internet), ainsi que contre l'utilisation de PPP de contrefaçon. Le Conseil plaide pour une coopération avec les autres Régions et le Fédéral sur cette matière. En effet, la toxicité de certains produits retrouvés sur ces marchés est plus élevée que celle des produits « classiques » et connus des autorités.

Le Conseil estime que l'existence d'un système de contrôle efficace des mesures en vigueur est, à cet égard, indispensable.

1.6 Budget et moyens humains

Le Conseil s'interroge quant au budget et aux moyens humains qui seront mobilisés afin, d'une part, de mettre en œuvre les mesures de ce projet de Programme et, d'autre part, d'assurer le contrôle des mesures visant à interdire l'utilisation de PPP. Il insiste pour qu'un budget adéquat et des moyens humains suffisants soient consacrés à cette problématique.

2. Considérations particulières

Le Conseil prend acte que le projet de Programme contient 74 actions. Celles-ci sont de deux types : d'une part les 62 actions strictement régionales (actions dites « RBC ») et d'autre part les 11 actions conjointes réalisées en partenariat avec les entités fédérale ou fédérées (actions dites « BEL »).

2.1 Action RBC 2.1.1 – Organiser les examens de base pour la phytolice / Action RBC 2.2.1 – Stimuler le suivi d'activités de formation continue pour la phytolice NP

Le Conseil soutient les efforts en matière de formation se concrétisant par le système de phytolice. En effet, certains problèmes (dérives ou sur-utilisation de PPP, atteintes à la Santé d'utilisateurs de PPP...) peuvent résulter d'une mauvaise utilisation des PPP. Une formation efficace à cet égard permet donc d'une part de réduire les risques liés à l'utilisation des PPP et d'autre part de diminuer les quantités de PPP utilisées. **Le Conseil** souligne qu'il est nécessaire d'également former les utilisateurs à l'utilisation des méthodes alternatives, efficaces et durables. Ces formations leur permettraient ainsi de connaître les différentes techniques et de les utiliser de manière efficace.

Le Conseil insiste pour que le système de phytolice soit plus coordonné au niveau belge. Il estime en effet qu'il est important pour les professionnels de pouvoir disposer de toutes les compétences afin de pouvoir être actifs sur l'ensemble du territoire belge. Par ailleurs, il souligne qu'un système de phytolice coordonné serait de nature à améliorer la qualité des conseils donnés par les commerçants vendant des PPP (ceux-ci doivent, particulièrement à Bruxelles, pouvoir conseiller valablement tant des Bruxellois que des clients résidant dans d'autres Régions).

2.2 Action RBC 2.1.8 – Mettre à disposition sur Internet les supports de formation initiale et d'activités de formation continue

Le Conseil réitère sa considération relative à la nécessaire coordination interrégionale. Il plaide plus particulièrement pour la reconnaissance mutuelle entre les Régions du matériel de formation à la phytolice.

2.3 Action RBC 2.2.2 – Donner de la visibilité aux commerces engagés dans la réduction des pesticides

Constatant que cette action prévoit l'élaboration d'une charte de bonnes pratiques liées à la vente de pesticides non professionnels, **le Conseil** demande que le contenu de cette charte soit bien défini. À cet égard, une implication des acteurs concernés (notamment Comeos et Phytophar) serait opportune.

2.1 Action RBC 2.3.1 – Élaborer et mettre en œuvre une stratégie et un plan de communication / Action RBC 2.3.8 – Identifier et valoriser les espaces et pratiques exemplaires

Le Conseil réitère sa considération générale (1.4. consultation) demandant que les acteurs concernés soient consultés

2.2 Annonce préalable de pulvérisations aux personnes potentiellement exposées

Le Conseil prend acte que l'objectif des actions RBC 2.5.1. et RBC 2.5.2. est de « fournir une information appropriée sur les pulvérisations les plus problématiques ». S'interrogeant quant à ce que recouvrera la notion de pulvérisation problématique, il estime qu'il y aura lieu d'identifier clairement ce qui sera couvert par ces termes.

Action RBC 2.5.1 – Faciliter la mise en œuvre des obligations d'affichage dans les espaces fréquentés par le public

Le Conseil soutient la volonté d'informer le public lorsqu'une zone a été traitée.

Le Conseil demande cependant que l'affichage consiste en un message clair n'étant pas de nature à créer une psychose ou des confusions notamment en raison de l'utilisation de noms de produits inconnus de la majorité de la population. Il suggère par exemple de prévoir dans l'affichage l'inscription, si celui-ci existe, du nom commun d'un produit en regard de son nom scientifique (par exemple : « acide acétique = vinaigre blanc »).

2.3 Action RBC 2.8.1 – Contrôler la conformité des locaux de stockage

Le Conseil soutient les mesures visant au contrôle des locaux où sont stockés les PPP. En effet, de tels contrôles devraient avoir pour effet de diminuer la concurrence déloyale des éventuels utilisateurs de PPP ne respectant pas la législation.

Par ailleurs, **le Conseil** rappelle ses deux considérations suivantes :

- Il souligne que des dispositions légales relatives au stockage de produits dangereux existent déjà. En effet, l'arrêté royal du 13 mars 1998 organise le stockage des liquides extrêmement inflammables, facilement inflammables, inflammables et combustibles. Les prescriptions de cet arrêté royal relatives au dimensionnement des rétentions sont déjà appliquées quel que soit le critère de dangerosité du produit (que ce soit un toxique, dangereux pour l'environnement, etc.) ;
- Il insiste pour que les dispositions bruxelloises pour le stockage des PPP soient compatibles avec les autres législations relatives au stockage de produits dangereux. **Le Conseil** formule cette demande afin que, d'une part, les acteurs respectant déjà les dispositions en vigueur et, d'autre part, les acteurs actifs dans plusieurs Régions du pays puissent se conformer à cette législation bruxelloise sans difficulté technique (mise en conformité de locaux de stockage existants) ou administrative (veiller au respect de différentes législations en fonction des produits stockés).

*

* *



ADVIES

Ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ter goedkeuring van het Gewestelijk Programma voor Pesticidenreductie 2018-2022 in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

13 maart 2017

Aanvrager	Minister Céline Fremault
Aanvraag ontvangen op	14 februari 2017
Aanvraag behandeld door	Commissie Leefmilieu
Aanvraag behandeld op	23 februari 2017
Advies uitgebracht door de Plenaire zitting op	13 maart 2017

Vooraf

Ter informatie, **de Raad** herinnert eraan dat hij verschillende adviezen met betrekking tot de problematiek van de pesticiden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft geformuleerd, meer bepaald :

- Op 15 september 2016, het advies inzake het voorontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering dat het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen die fipronil of neonicotinoïden bevatten verbiedt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ([A-2016-063-ESR](#)) ;
- Op 16 juni 2016, het advies inzake het voorontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering dat het gebruik van pesticiden die glyfosaat bevatten verbiedt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ([A-2016-039-ESR](#)) ;
- Op 19 mei 2016, het advies inzake het voorontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de organisatie van het basisexamen, de basisopleiding en de aanvullende opleiding in het kader van de fytolicensie ([A-2016-038-ESR](#)) ;
- Op 19 maart 2015, het advies inzake het voorontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de opslag en hantering van gewasbeschermingsmiddelen alsook het beheer van hun afval door professionele gebruikers ([A-2015-016-ESR](#)) ;
- Op 17 januari 2013, het advies inzake het ontwerp van gewestelijk Programma voor pesticidenreductie ([A-2013-005-ESR](#)) ;
- Op 22 november 2012, het advies inzake het voorontwerp van ordonnantie betreffende een pesticidegebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot omzetting van richtlijn 2009/128/EG ([A-2012-061-ESR](#)).

Anderzijds noteert **de Raad** dat het aannemen van dit Programma voor pesticidenreductie past in het kader van de Europese Richtlijn 2009/128/EG¹, die een kader voor communautaire actie ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden vaststelt. Artikel 4 van deze tekst eist immers van de Lidstaten het aannemen van « *nationale actieplannen teneinde kwantitatieve doelstellingen, streefcijfers, maatregelen, indicatoren en tijdschema's vast te stellen om de risico's en de effecten van het gebruik van pesticiden voor de menselijke gezondheid en het milieu te verminderen en de ontwikkeling en invoering van geïntegreerde plaagbestrijding en alternatieve benaderingswijzen of technieken aan te moedigen om de afhankelijkheid van het gebruik van pesticiden te beperken* ».

¹ Richtlijn 2009/128/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van een kader voor communautaire actie ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden. Deze Richtlijn wordt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest omgezet door de ordonnantie van 20 juni 2013 betreffende een pesticidegebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Advies

1. Algemene beschouwingen

1.1 Doelstelling

De Raad neemt er akte van dat de doelstelling van het onderhavige ontwerp van Programma erin bestaat om « een hoger beschermingsniveau te garanderen voor de Brusselaars, en meer bepaald voor de meest kwetsbare bevolkingsgroepen, door [het Brussels Hoofdstedelijk Gewest] op Europees niveau te laten uitgroeien tot een hoofdrolspeler in het toepassen van alternatieve praktijken voor pesticiden ». Dit om de risico's en de effecten op de menselijke gezondheid en het leefmilieu te verminderen. **De Raad** steunt deze doelstelling.

Anderzijds neemt **de Raad** er akte van dat het ontwerp van Programma, omwille van zijn wetgevend kader, in hoofdzaak de vermindering beoogt van de risico's en de effecten die met gewas-beschermingsmiddelen (GBM) samengaan. Niettemin noteert hij dat bepaalde geplande acties op de biociden gericht zijn.

Bewustmaking en voorlichting

Omdat hij vaststelt dat dit ontwerp van Programma heel wat bewustmakings- en voorlichtingsmaatregelen voorziet, herhaalt **de Raad** dat hij de inspanningen steunt die op dit vlak worden geleverd. Hij vindt dit een voorwaarde tot welslagen om de doelstelling inzake vermindering van de met pesticidengebruik verbonden risico's te behalen.

De Raad meent dat de bewustmakings-/voorlichtingsmaatregelen zowel de GBM als de alternatieven ervan moeten beogen.

1.2 Evaluatie en herziening van de wetgeving

Omdat hij vaststelt dat het onderhavige ontwerp van Programma de acties die in het eerste gewestelijk Programma voor pesticidenreductie voor de periode 2013-2017 werden aangevat, wil voortzetten, uitdiepen en/of aanvullen, herinnert **de Raad** aan zijn advies van 17 januari 2013 inzake het ontwerp van gewestelijk Programma voor pesticidenreductie (zie Vooraf).

Anderzijds staat **de Raad** positief tegenover het feit dat men er uitdrukkelijk naar streeft om de Brusselse wetgeving op het vlak van pesticidengebruik aan te passen op basis van een evaluatie van de geldende voorschriften en van de concrete ervaringen inzake uitvoeringen van de nieuwe regelgeving op het terrein. **De Raad** sluit zich hier ten volle bij aan.

De Raad vraagt om de wetgeving ter zake regelmatig opnieuw te evalueren en om, zo nodig, de wetgeving opnieuw aan te passen. Bovendien meent hij dat het opportuun zou zijn om over de resultaten van deze evaluaties te communiceren.

Tot slot meent **de Raad** dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn doelstelling inzake bescherming van het leefmilieu en van de menselijke gezondheid zou kunnen behalen door via een geïntegreerde bestrijding van plagen, ziekten en adventieve en invasieve planten naar een vermindering van de risico's te streven.

1.3 Coördinatie

Interregionale

De Raad staat positief tegenover het feit dat de inspanningen ter verbetering van de interregionale samenwerking op dit vlak worden voortgezet. Hij dringt erop aan om deze inspanningen voort te zetten en te intensifiëren, omdat een sterke samenhang op het nationaal niveau noodzakelijk is om op dit vlak een doeltreffend beleid te voeren. Bovendien benadrukt hij dat de problematiek van de interregionale samenhang een bijzonder geladen element is voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (dat omwille van zijn geografische realiteit meer geneigd is om dienstverleners van andere Gewesten op zijn grondgebied te zien optreden, en er meer baat bij heeft dat Brusselse dienstverleners gemakkelijk toegang tot de Vlaamse en Waalse markten kunnen hebben).

Intraregionale

De Raad staat positief tegenover het feit dat men de samenhang wil verzekeren van de in het ontwerp van Programma geplande acties met andere thema's die met de pesticidenproblematiek zijn verbonden (ontwikkeling van de natuur, kwaliteit van het water en de bodem, duurzame stedelijke landbouwproductie, groene ruimten en minerale openbare ruimten, ...). In dat opzicht noteert hij dat er een bijzondere aandacht naar de verenigbaarheid van het ontwerp van Programma met het Gewestelijk Natuurplan 2016-2020 is uitgegaan.

1.4 Raadpleging

De Raad benadrukt de meerwaarde die een dialoog met de actoren die bij het thema van het pesticidengebruik zijn betrokken, kan opleveren. Er bestaan immers actoren (Phytophar, Vivaqua, ...) die over heel wat statistische gegevens beschikken die nuttig zouden kunnen zijn om de Brusselse situatie te analyseren.

Anderzijds zal het bestaan van een goede dialoog tussen de betrokken overheden en actoren van dien aard zijn om de aanvaardbaarheid van de uit te voeren maatregelen te vergroten. **De Raad** voegt hieraan toe dat het begrip « betrokken actoren » in de ruime zin moet worden begrepen en dat erop moet worden toegezien dat de verschillende bestanddelen van de sociale partners bij deze dialoog worden betrokken.

1.5 Controle

Gebruiksverbod/doeltreffendheid

Gelet op de institutionele realiteit is het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gedeeltelijk bevoegd voor wat het gebruik van GBM betreft. De federale overheid blijft van haar kant bevoegd inzake de toelating om producten op het volledige grondgebied van België op de markt te brengen. Zonder zich uit te spreken over de kwestie van een gelijkwaardigheid tussen een gebruiksverbod en een verbod om op de markt te brengen, herhaalt **de Raad** dat hij :

- heel wat twijfels formuleert bij de doeltreffendheid van een maatregel om het gebruik van een product te verbieden, wanneer men anderzijds dit product mag blijven verkopen ;
- zich afvraagt welke middelen het Brussels Gewest wil aanwenden om zich ervan te vergewissen dat dit verbod daadwerkelijk wordt nageleefd, en dan vooral bij particulieren ;
- op het nationaal niveau een coherente wetgeving wil die een productnormenbeleid waarborgt

dat de rechtszekerheid bevordert en dat verhindert dat er in België drie marktsegmenten verschijnen, met alle complexiteit en (meer bepaald administratieve) moeilijkheden die dit voor alle betrokken partijen met zich zou meebrengen ;

- benadrukt dat het, om een doeltreffende strategie in te stellen om invasieve soorten te bestrijden, van belang is om op het hele grondgebied homogene productnormen te hebben ;
- van oordeel is dat de controle op de naleving van één enkel gebruiksverbod des te moeilijker zal verlopen, daar de andere Gewesten niet dezelfde voorschriften toepassen ten aanzien van een product en/of men een product mag blijven verkopen (federale bevoegdheid). Anderzijds heeft hij benadrukt dat de invoering van doeltreffende controles in deze context een niet te verwaarlozen begrotingsimpact zou kunnen hebben ;
- pleit voor een nauw overleg tussen de federale overheid en de Gewesten ter zake, rekening houdend met de verdeling van de bevoegdheden op het institutioneel vlak tussen de productnormen en het gebruik ervan.

Illegale handel

De Raad benadrukt dat het in deze materie van het allergrootste belang is om de illegale handel in GBM (meer bepaald via het Internet), alsook het gebruik van namaak-GBM te bestrijden. **De Raad** pleit voor een samenwerking met de andere Gewesten en de federale overheid op dit vlak. Bepaalde producten die men in deze handel terugvindt, zijn immers giftiger dan de « klassieke » producten die door de overheden zijn gekend.

De Raad vindt een doeltreffend controlesysteem van de geldende maatregelen in dat opzicht onontbeerlijk.

1.6 Budget en menselijke middelen

De Raad vraagt zich af welk budget en welke menselijke middelen er zullen worden vrijgemaakt om enerzijds de maatregelen van dit ontwerp van Programma uit te voeren, en om anderzijds de controle te verzekeren op de maatregelen die ertoe strekken om het gebruik van GBM te verbieden. Hij dringt erop aan om een passend budget en voldoende menselijke middelen aan deze problematiek te besteden.

2. Bijzondere beschouwingen

De Raad neemt er akte van dat het ontwerp van Programma 74 acties bevat. Deze zijn van tweeërlei aard : enerzijds de 62 louter gewestelijke acties (de zogenaamde « BHG »-acties) en anderzijds de 11 gezamenlijke acties die in partnerschap met de federale of gefedereerde entiteiten worden uitgevoerd (de zogenaamde « BEL »-acties).

2.1 Actie BHG 2.1.1 - Organisatie van de basisexamens voor de fytolicentie / Actie BHG 2.2.1 - Stimuleren van de opvolging van de aanvullende opleidingsactiviteiten voor de NP-fytolicentie

De Raad steunt de inspanningen inzake opleiding, die door het fytolicentiesysteem worden geconcretiseerd. Sommige problemen (uitwassen of overmatig gebruik van GBM, aantastingen van de gezondheid van gebruikers van GBM, ...) kunnen immers voortvloeien uit een verkeerd gebruik van GBM. Een efficiënte opleiding hieromtrent laat het dus toe om enerzijds de gevaren te

verminderen die aan het gebruik van GBM zijn verbonden, en om anderzijds de gebruikte hoeveelheden GBM te doen afnemen. **De Raad** benadrukt dat het eveneens noodzakelijk is om de gebruikers voor het gebruik van alternatieve, doeltreffende en duurzame methodes op te leiden. Deze opleidingen zouden het hen aldus toelaten om de verschillende technieken te leren kennen en om deze op een doeltreffende wijze toe te passen.

De Raad dringt erop aan om het fytolicensiesysteem op het nationale niveau beter te coördineren. Hij vindt het immers belangrijk dat professionals over alle bevoegdheden kunnen beschikken om op het volledige Belgische grondgebied te kunnen optreden. Anderzijds benadrukt hij dat een gecoördineerd fytolicensiesysteem van dien aard zou zijn om de kwaliteit te verbeteren van de adviezen die handelaars, die GBM verkopen, verstrekken (deze moeten, in het bijzonder in Brussel, zowel Brusselaars als klanten die in andere Gewesten wonen, naar behoren kunnen adviseren).

2.2 Actie BHG 2.1.8 - Het opleidingsmateriaal van de basisopleiding en van de aanvullende opleidingsactiviteiten ter beschikking stellen op het internet

De Raad herhaalt zijn beschouwing met betrekking tot de noodzakelijke interregionale coördinatie. Hij pleit meer in het bijzonder voor de wederzijdse erkenning tussen de Gewesten van het materiaal voor de fytolicensie-opleiding.

2.3 Actie BHG 2.2.2 - Zichtbaarheid verlenen aan handelszaken die zich verbinden tot pesticidenreductie

Omdat hij vaststelt dat deze actie de opstelling van een handvest van goede praktijken rond de verkoop van pesticiden voor niet-professioneel gebruik voorziet, vraagt **de Raad** om de inhoud van dit handvest goed te verduidelijken. In dat opzicht zou het opportuun zijn om de betrokken actoren (meer bepaald Comeos en Phytophar) hierbij te betrekken.

2.4 Actie BHG 2.3.1 - Uitwerken van een communicatiestrategie en -plan / Actie BHG 2.3.8 - In kaart brengen en herwaarderen van de voorbeeldruimten en -praktijken

De Raad herhaalt zijn algemene beschouwing (1.4. raadpleging), waarin hij vraagt om de betrokken actoren te raadplegen.

2.5 Aankondiging van bespuitingen aan potentieel blootgestelden

De Raad neemt er akte van dat de doelstelling van de acties BHG 2.5.1. en BHG 2.5.2. erin bestaat om « passende informatie te verstrekken over de meest problematische besproeiingen ». Omdat hij zich afvraagt wat het begrip problematische besproeiing zal omvatten, meent hij dat men duidelijk zal moeten stellen wat er door deze termen zal worden gedekt.

Actie BHG 2.5.1 - Bevordering van de uitvoering van de aanplakkingsverplichtingen in ruimten die toegankelijk zijn voor het publiek

De Raad steunt het feit dat men het publiek wil informeren wanneer een zone werd behandeld.

De Raad vraagt echter dat de aanplakking zou bestaan uit een duidelijke boodschap die niet van dien aard is om een psychose of verwarringen te doen ontstaan, meer bepaald omwille van het gebruik van productnamen die bij het grootste deel van de bevolking onbekend zijn. Zo stelt hij voor om in de aanplakking de inschrijving van de soortnaam van een product ten aanzien van de wetenschappelijke benaming ervan te voorzien (bijvoorbeeld : « azijnzuur = witte azijn »).

2.6 Actie BHG 2.8.1 - Controleren van de conformiteit van de opslagruimten

De Raad steunt de maatregelen die ertoe strekken om de ruimten waar GBM zijn opgeslagen, te controleren. Dergelijke controles zouden immers tot gevolg moeten hebben dat de oneerlijke concurrentie van de mogelijke GBM-gebruikers die de wetgeving niet naleven, afneemt.

Anderzijds herhaalt **de Raad** zijn volgende twee beschouwingen :

- Hij benadrukt dat er al wetgevende bepalingen inzake de opslag van gevaarlijke stoffen bestaan. Het koninklijk besluit van 13 maart 1998 organiseert immers de opslag van zeer licht ontvlambare, licht ontvlambare, ontvlambare en brandbare vloeistoffen. De voorschriften van dit koninklijk besluit betreffende de afmetingen van de opvanginrichtingen worden al toegepast, ongeacht het gevaarlijkheidscriterium van de stof (of het nu een gif is, gevaarlijk is voor het leefmilieu, enz.) ;
- Hij dringt erop aan dat de Brusselse bepalingen voor de opslag van GBM verenigbaar zouden zijn met de andere wetgevingen inzake de opslag van gevaarlijke stoffen. **De Raad** formuleert deze vraag opdat enerzijds de actoren die de geldende bepalingen al naleven, en anderzijds de actoren die in verschillende Gewesten van het land werkzaam zijn, zich naar deze Brusselse wetgeving zouden kunnen richten, zonder technische (conform maken van bestaande opslagruimten) of administratieve moeilijkheden (toezien op de naleving van verschillende wetgevingen in functie van de opgeslagen stoffen).

*
* *